JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

AD. SOMMERIA KLEIN

L'économie cloisonnée. Données statistiques

Journal de la société statistique de Paris, tome 74 (1933), p. 247-260

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1933__74__247_0>

© Société de statistique de Paris, 1933, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

II

L'ÉCONOMIE CLOISONNÉE

DONNÉES STATISTIQUES

Préambule.

Le raisonnement chiffré avec référence à une unité monétaire paraît avoir toutes les qualités des nombres et en particulier leur précision; mais il a le grave défaut de présenter à l'esprit une image trop simple et de conduire ainsi à des conclusions parfois entièrement erronées.

C'est de lui que découle le calcul fameux du sou qui, placé à intérêts composés au début de notre ère, aurait plusieurs fois transformé le globe terrestre en or massif; loin d'en être resté là, la même conception demeure; c'est elle qui a inspiré les chiffres astronomiques de la Conférence de la paix, et plus récemment c'est encore elle que l'on a trouvée à l'origine de la plupart des mesures gouvernementales ou privées, qui, dans les diverses nations, ont déclanché puis prolongé la crise, dont nous commençons seulement à entrevoir la fin.

Quels sont les écueils du raisonnement monétaire; ils semblent être au moins deux, le premier est la trop grande facilité d'additionner ou de soustraire des quantités dont l'élasticité est limitée, par exemple la production alimentaire comparée à celle de luxe. Le second est qu'il masque la limite des ordres de grandeur éprouvés par l'expérience que l'on ne devrait franchir que consciemment et avec précaution; la limite du connu et de l'inconnu, de l'interpolation et de l'extrapolation.

En matière économique, surtout, tout phénomène est fonction d'un grand nombre de facteurs dont on ne peut retenir que les effets d'un petit nombre d'entre eux, en général un ou deux; c'est suffisant dans le domaine de l'expérience; au delà d'autres facteurs peuvent prendre une influence prépondérante et rendre vains les calculs faits sur les deux premiers.

On peut se demander si, à côté du raisonnement monétaire plus strictement contrôlé, le raisonnement par comparaison ne serait pas susceptible de mieux représenter les grands ensembles. Dire que toute science vient de l'expérience n'est-ce pas dire que tout raisonnement, même mathématique, n'est que comparaison; dès lors pourquoi hésiter à y recourir franchement.

Il peut se faire qu'il existe dans la nature des phénomènes matériels, bien connus, eux aussi fonction d'un nombre considérable de facteurs, dont les variations simultanées s'adaptent beaucoup mieux aux ensembles économiques. Si on découvre de pareilles analogies, il est certain que notre conception des choses en sera clarifiée et que nous pourrons nous hasarder beaucoup plus hardiment sur la voie des anticipations qui est la raison d'être de nos préoccupations.

Ainsi, comparons le mouvement des richesses à celui d'un fleuve, qui a sa source, la production; son cours, le commerce; son embouchure, la consommation; le fleuve charrie des alluvions qui se déposent à son embouchure pour former un riche delta; ce sont les investissements fixes; le liquide représente la partie immédiatement consommée. Le fleuve est muni de barrages-réservoirs susceptibles de maintenir son débit en temps de pénurie ou de le restreindre en période d'abondance, c'est l'épargne; si l'on voulait représenter les diverses branches de la production, on pourrait imaginer plusieurs cours d'eau, avec les communications les plus diverses.

Pour s'en tenir au cas d'un seul, on voit immédiatement que bien des conséquences en résultent dont l'observation aurait évité bien des erreurs.

Il faut, en premier lieu, que la consommation et l'investissement fixe soient au total égaux à la production; l'épargne ne peut être indéfiniment accrue sans produire des perturbations, ou alors les réservoirs présentent des fissures.

Certes, le raisonnement monétaire subsistera et conservera même toujours la première place, mais on peut estimer que les principes qui précèdent peuvent aider eux aussi à la recherche de la vérité.

Objet de la communication. — Nous nous proposons de voir quelles conditions doivent être remplies pour que le fleuve de l'activité économique ait le cours régulier que nous lui souhaitons et qu'il n'a pas atteint.

Ses sources, c'est-à-dire la production, ont ceci de particulier qu'elles augmentent constamment de volume; nous reprendrons ce point en détail plus loin, nous dirons seulement ici qu'il nous paraît à la fois vain et peu souhaitable de travailler à arrêter cette progression qui est la marque même du progrès.

Le temps n'est pas encore arrivé, où les bras ne pourront plus logiquement trouver d'emplois; il n'y a pas de raison, dit M. Paul Reynaud, pour que nous ayions cinq fois moins d'appareils téléphoniques que les Canadiens, huit fois moins de radios que les Anglais, et deux fois moins d'autos que les Américains.

Des villes entières, et Paris la première, sont construites sur des plans en rapport avec les habitudes du Moyen Age, la moyenne des durées d'immeubles en service est encore de deux cents ans, et nombreux sont les îlots de vieilles bâtisses où la mortalité par tuberculose ou autres, atteint 24 °/₀₀, soit trois fois celle des beaux quartiers bien construits.

La seconde partie du cours de notre fleuve symbolique, la circulation, c'est-à-dire le commerce, devra se mettre progressivement au niveau du débit des sources; il n'y a là aucune difficulté, l'équipement du commerce qui procure des carrières agréables et fructueuses, attirera toujours un nombre surabondant de titulaires; ainsi de 1906 à 1926, les personnes portées comme s'occupant de transports, commerce et professions libérales, passaient, de 3.372.000 à 4.666.000, soit un accroissement de 38 %; il n'y aura jamais à s'inquiéter de cette partie du cours de notre fleuve.

La troisième partie est celle de la consommation, ou de l'investissement en richesses fixes; *a priori*, elle devrait être la plus simple de toutes, et pourtant comme chacun sait, c'est là qu'est le grand écueil; si les gens ont tous le désir de consommer ou de s'installer le plus confortablement possible, ils n'en ont

pas les signes monétaires le leur permettant; là est en fait le seul problème qui doive retenir notre attention.

Production et consommation. — Il y a peut-être trois siècles que le progrès technique a commencé son œuvre de transformation du monde; mais l'accroissement de ses moyens n'a nullement suivi une loi linéaire; chaque acquisition était elle-même une nouvelle source d'acquisition, de telle sorte que l'allure de la courbe a été celle bien connue des progressions géométriques.

C'est surtout dans les dernières années qu'elle s'est redressée d'une façon telle que toute comparaison avec le passé est devenue impossible.

Pour s'en rendre compte, c'est moins les statistiques générales qu'il faut consulter que les résultats partiellement acquis qui montrent ce qu'il est possible d'obtenir.

De 1850 à 1914, l'accroissement régulier des industries prospères était de 3 à 4 % par an; c'est le chiffre que l'on trouve en France pour la production de l'acier, pour la navigation maritime, et pour plusieurs autres activités maîtresses.

Consommation de l'acier :

En 1880.	1.350.000 tonnes.
En 1909.	2.600.000 —

Navigation maritime :

En 1874.	13.000.000 tonneaux.
En 1910.	50.400.000 —

Dans les dernières années, les coefficients sont bien différents; en dix ans la France double la production de houille qu'elle avait mis cent ans à atteindre (68 millions de tonnes en 1930 contre 31 en 1919); l'industrie métallurgique suédoise, augmente ses rendements de 40 % en cinq ans; en un an, les usines automobiles américaines accroissent leur production de 22 %.

La culture même, pourtant de nature plus stable, enregistre de pareilles possibilités; certaines fermes françaises restent encore au rendement de 12 à 14 hectolitres de blé à l'hectare, alors que d'autres dépassent 35, sans que la nature du sol joue un rôle dans cette amélioration; en huit ans l'Algérie double sa production de vins (7 millions d'hectos en 1923 et 15 millions en 1931).

L'accroissement possible de la plupart des industries pourrait être de 8 à 10 % par an.

A côté du progrès technique, le progrès financier; on crée des possibilités monétaires avec la plus grande facilité; de 1926 à 1928, les banques mettent ainsi à la disposition du public américain plus de 110 milliards de francs de crédits sans accroissement d'or.

Enfin, le personnel de cadres suit le mouvement; les écoles techniques fourmillent; en France, plus de 6.000 techniciens intitulés ingénieurs, sont jetés chaque année sur le marché du travail.

Cette formidable machine de la production devrait donc, si rien ne s'y opposait, accroître régulièrement et rapidement la fortune publique; certes, le calcul mathématique, soit à intérêts simples, soit même à intérêts composés, ne peut

être indéfiniment poussé; quand l'organisme entier aura trouvé sa formule définitive, il est certain qu'un plafond sera rapidement atteint, au delà duquel l'homme cherchera surtout des perfectionnements moraux, mais nous n'en sommes pas encore là, et il est modeste de dire que l'appareil de la production est facilement capable de doubler à la fois le capital et le revenu de chacun tous les vingt ans.

Pour qu'il en soit ainsi, la condition essentielle est la marche parallèle de la puissance de consommation; nous allons voir que si celle-ci progresse effectivement, c'est d'une façon boiteuse, avec des arrêts, des retours en arrière, des traînards qui ne partent jamais.

A défaut de chiffres, l'existence de crises périodiques, et spécialement de celle dont nous avons tant de mal à sortir, serait déjà un argument décisif, mais le mal est permanent et continue ses effets, même pendant les périodes de prospérité.

Voyons d'abord le capital; l'accroissement de la fortune publique entre 1850 et 1930 ne peut être jugée en gros par les variations de l'annuité successorale; elle est passée de 2 milliards 684 millions en 1850 à 7 milliards en 1913, soit un coefficient de 2,63; depuis, les renseignements sont moins précis, mais on estime que loin d'avoir augmenté, elle a diminué de plus de 40 %. Nous sommes donc loin de compte; certes, il y a eu la guerre et l'inflation, mais les richesses réelles subsistent et devraient donner d'autres résultats; l'accroissement de la fortune a été au moins trois fois trop faible.

Voici d'ailleurs des chiffres recueillis par notre collègue M. Michel, et publiés dans la *Construction Moderne* du mois de février 1928; on verra qu'ils corroborent très approximativement les précédents.

Fortune totale de la France en	1853	125	milliards
—	1881	216	—
—	1910	282	—
—	1914	300	—
—	1924	292	—

Passons aux revenus; ils étaient dans l'ensemble, en 1913, de 27 milliards; on les estime généralement pour l'époque avant la crise à 150 milliards; c'est avec les coefficients de l'or et la monnaie, deux totaux identiques; le progrès est nul.

Si l'on pénètre dans le détail, on remarque depuis 1850 une élévation constante des gros et moyens revenus, et aussi un pourcentage de plus en plus fort de la classe moyenne, qui elle aussi profite des découvertes techniques, mais la masse des salariés demeure stationnaire; or, ils représentent les trois quarts de la population, et l'industrie moderne vit surtout de la masse.

Déjà, en 1910, M. d'Avenel remarquait que les salaires n'avaient pas progressé depuis le XII^e^ siècle, ni celui des manœuvres, ni celui des ouvriers qualifiés, le rapport entre eux étant resté constant comme 3 est à 4 depuis six siècles.

Depuis, les choses n'ont guère varié; l'annuaire statistique de la France donne pour 1930 des indices allant de 600 à 800; ce sont des chiffres supérieurs à l'indice des prix, mais ils sont corrigés par le chômage, et d'ailleurs ils datent surtout de la période immédiatement antérieure, 1928 et 1929, pendant laquelle ils avaient brusquement augmenté de 14 %.

Seuls, les ouvriers agricoles qui étaient véritablement inférieurs ont trouvé des coefficients de 7 à 10 qui les avantagent nettement.

Ainsi, il y a à la base de l'économie une masse qui reste en marge du progrès, puisque les améliorations momentanées que l'on peut parfois constater se retrouvent au cours des siècles passés et n'ont pas un caractère permanent; au contraire, un automatisme survient, conforme à la loi de l'offre et la demande, qui rétablit le monde de la main-d'œuvre dans ses positions de départ.

On l'a vu pour le début de la crise actuelle qui a fait suite à la hausse de salaires de 14 % en 1928-1929; les constatations sont nombreuses qui confirment cette impression; aux États-Unis, où fleurissait la thèse des hauts salaires, entre les années 1919 et 1929, 10 % des effectifs ouvriers sont mis en chômage, en pleine période de prospérité; pendant ce temps, la production s'accroissait d'un quart, mais les consommateurs se raréfiaient.

Pareilles constatations ont été faites pour les périodes plus anciennes, des courbes ont été dressées qui montrent le parallélisme extraordinairement sensible entre l'indice des salaires et celui du chômage. Je citerai en particulier celle reproduite par l'*Information* du 27 juin 1931. Pour la même raison, toute assurance contre le chômage, dans notre état actuel, en fixant un minimum de salaire, créera infailliblement le chômage lui-même.

Ainsi la présence de ces traînards de l'Économie est une cause permanente de détraquement de l'économie elle-même! C'est là une bien triste conséquence de nos conceptions actuelles, il faut en conclure que celles-ci sont très en retard sur toutes les autres, et nous ne devrions pas avoir de repos avant d'avoir trouvé celles qui doivent leur succéder.

Nous sommes en effet sans excuses; il n'y a pas là de facteur qui puisse causer une quelconque impossibilité, aucune force naturelle dépassant l'échelle humaine, mais seulement une confusion dans l'esprit provenant de l'habitude ancienne de se référer aux lois statistiques des grands nombres, avec comme moyen le raisonnement monétaire, sans classement réel des phénomènes.

Tous, depuis l'homme d'État qui suppute le rendement des impôts, jusqu'au commerçant qui lance une publicité, nous considérons le monde économique comme un tout uniforme au milieu duquel, tel le pêcheur sur sa barque, il faut jeter le filet.

Il y a mieux à faire; les mouvements des richesses n'ont rien de mystérieux, et tout le monde pourrait prédire à peu de chose près, ce que deviendra une somme d'argent déterminée, rencontrée à un stade quelconque de son mouvement.

Rôle de l'épargne. — Nous avons dit que notre fleuve symbolique était muni de réservoirs pour parer aux inégalités de débit, mais qu'il était peu sage d'envisager toujours le remplissage de ses réserves, et jamais leur vidage; c'est pourtant ce qui se pratique couramment, et c'est là encore un des méfaits de nos raisonnements monétaires.

L'épargne, sainement appréciée devrait être modérée, et porter surtout sur des biens réels, elle devrait être en rapport avec l'enrichissement général; en fait elle s'accumule dans de bien plus importantes proportions! On a vu que la fortune publique avait triplé de 1850 à 1930, pendant le même intervalle

les seules caisses d'épargne ont vu leurs dépôts multipliés par 50, passant, en monnaie actuelle de 675 millions à 32 milliards ! Je renonce à compter en outre les dépôts de banque, les obligations garanties par l'État, les rentes elles-mêmes ; c'est par 300 qu'il faudrait multiplier les chiffres de 1850 ; l'épargne a été exactement cent fois plus vite que la richesse publique !

La France, qui a précédé les autres pays dans cette voie, est suivie maintenant par eux ; les caisses d'épargne allemandes sont également bondées, et les nouveaux riches que sont les États-Unis, ont de beaucoup dépassé leurs maîtres, en une seule année, ils prêtent 10 milliards aux États étrangers, ce qui a nettement le caractère d'une épargne.

Ici encore le raisonnement par comparaison va nous faire sentir bien mieux que le raisonnement chiffré les inconvénients de la plus haute gravité qui peuvent résulter de l'accroissement, non seulement sans limite, mais aussi et surtout, sans affectation spéciale des capitaux épargnés.

Rien n'est plus dangereux qu'un barrage-réservoir si ses digues échappent tant soit peu à la surveillance des ingénieurs ; dès qu'elles se brisent, la masse liquide, d'un élan effrayant, se précipite en balayant tout sur son passage.

Or depuis la guerre nous assistons à des remous de capitaux dont on déclare ne plus être maîtres ; avant la guerre, dit notre collègue M. Royot dans sa communication de février, l'Angleterre contrôlait ses mouvements, il n'y a guère d'espoir que cet âge tranquille revienne.

L'inquiétude générale qui a suivi la guerre a accumulé aux États-Unis la majorité de l'or mondial ; il en est résulté l'inflation du crédit qui porte actuellement dans ce pays le total des dettes privées à quelque 900 milliards ; quel cataclysme ne produira pas cette masse monétaire quand elle rompra ses digues et quand elle reprendra un niveau plus conforme aux réalités.

Il en est de même à l'intérieur des États ; on sait que la caisse des Dépôts et consignations contrôle en France un total de capitaux de 75 milliards, ainsi décomposé par M. Ajam dans sa communication à la Société d'Économie politique du 5 avril 1932 :

Caisse d'épargne	48	milliards
Consignations	10	—
Assurances déces	1	—
Retraites vieillesse	10	—
Assurances sociales	3	—
TOTAL	75	milliards.

Si on ajoute à ce total celui à peu près égal des dépôts d'or de la Banque de France, on se trouve en présence de deux réservoirs séparés par une cloison assez fragile, qui ne sont pas sans causer une certaine appréhension à nous tous, habitants de la vallée.

Il est vrai que les cuvettes ne sont pas étanches, il y a des fissures dans la montagne, crédits gelés, emprunts étrangers, krachs intérieurs, inflations monétaires, rétablissent spontanément les niveaux à des cotes raisonnables ; mais par un meilleur aménagement, que de campagnes seraient irriguées, que d'aisance serait créée.

La première condition serait d'accorder désormais moins de crédit au raisonnement monétaire.

Économie cloisonnée. — Aborder une esquisse de l'économie future serait à la fois téméraire et hors du sujet traité, mais il est possible de décrire l'un des aspects obligé qu'elle présentera, à savoir qu'elle sera cloisonnée; on n'aura plus affaire à un ensemble unique, communiquant en tous sens, mais bien à des courants séparés ne réagissant entre eux que dans des limites plus ou moins étroites.

La diffusion du progrès technique a pour effet de multiplier les centres de production de tous les objets; le phénomène n'est pas nouveau; les manuels d'histoire nous apprennent comment François Ier, Colbert, Frédéric de Prusse, Pierre Ier de Russie, se signalèrent à la reconnaissance de leurs sujets, en introduisant des industries étrangères; le mouvement a pris de nos jours l'ampleur que lui prêtent toutes les possibilités modernes.

La houille était jadis produite à peu près exclusivement par l'Angleterre, elle l'est actuellement dans presque tous les pays du monde; le mouvement a été surtout rapide depuis 1900; les colonies anglaises et divers pays d'Asie qui ne produisaient que 18 millions de tonnes en ont produit 120 millions en 1930; dans quatorze d'entre eux, la production a centuplé pendant cette période.

Les nitrates artificiels ont détrôné le monopole du Chili; les soies artificielles celui du Japon, le coton se cultive en Afrique, en Sibérie; le caoutchouc s'est généralisé dans beaucoup de pays tropicaux; le Japon, l'Inde ont leur métallurgie, la Russie travaille à son plan quinquennal; lors des dernières élections irlandaises, la première réponse du vainqueur, M. de Valéra, à la menace de l'Angleterre de lui fermer son industrie, a été : « Nous allons nous industrialiser »; telle est encore l'ambition de l'Espagne.

Voici quelques proportions pour le caoutchouc et le coton; les pays producteurs anciens accroissent régulièrement leurs tonnages, les nouveaux procèdent par bonds.

Caoutchouc :

	Inde	Ceylan	Malaisie	Indes néerlandaises
1920	41	417	950	600
1929	127	826	1.639	1.500

Coton :

	Égypte	États-Unis	Soudan	Sibérie
1921	2.711	29.136	55	67
1930	3.600	30.207	251	3.358

De même, les pays qui négligeaient la culture cherchent à subvenir eux-mêmes à ce besoin essentiel; on sait les efforts tentés en Angleterre, les résultats n'en sont pas connus; la Hollande assèche son Zuyderzée; voici enfin l'Italie qui poursuit de grands travaux d'aménagements.

	Récemment	En cours	En projet
Hectares bonifiés en Italie . . .	1.200.000	570.000	600.000

En même temps qu'il s'équipe, chaque pays se ferme à ses concurrents, ou à

ses anciens fournisseurs; bien mieux, à l'intérieur même d'une ligne de douanes, les exagérations se manifestent qui causent des cloisonnements, malgré les conceptions politiques.

L'Algérie qui se contentait de produire de 5 à 7 millions d'hectolitres de vin jusqu'en 1923, en a tout à coup jeté 15 millions sur le marché de 1931; il a fallu une loi de restriction et de contingentement, laquelle agit aussi à l'intérieur du territoire métropolitain (Loi du 4 juillet 1931).

Pareillement l'Angleterre a dû négocier de longs ajustements avec ses dominions, et tout récemment les États-Unis envisagent de conférer aux Philippines une sorte d'indépendance dont la véritable clause est une fermeture douanière.

Le cloisonnement se fera aussi en quelque sorte dans les esprits; pourquoi a-t-il été impossible jusqu'à ce jour de faire démarrer les traînards de l'Économie, pourquoi la plupart des exagérations qui faussent la marche de l'organisme entier, sinon cette conception désordonnée, à base de raisonnement monétaire du complexe économique, qui aboutit à supprimer toute responsabilité, au moins directe, des actes accomplis.

C'est évidemment par une délimitation de plus en plus précise et par un rattachement de plus en plus étroit des causes à leurs conséquences même lointaines, que sera rendue possible la venue d'une ère plus conforme à ce que l'esprit humain a obtenu dans tous les autres domaines. Or cette idée qui d'ailleurs est dans la pure tradition classique, est avant tout une idée de cloisonnement.

Terminons par une image : n'a-t-on pas l'impression que si un cataclysme laissait, par exemple, notre pays, seul dans le monde, il continuerait à vivre confortablement?

Le libre-échange, dans son ancienne acception est bien mort, et chacun aura à surveiller son fleuve particulier par un aménagement idéal.

Élasticité des prix. — Cette question est essentielle; si les prix sont étroitement limités par des lois naturelles comme celle de l'offre et la demande, les possibilités seront très faibles, et il faudra se résigner à voir finalement triompher des solutions d'autorité; mais si au contraire les prix ont de larges possibilités d'adaptation, les digues que l'on pourra élever à des distances variables des lits de nos cours d'eau seront efficaces. Nous devons donc souhaiter cette élasticité.

Voici quelques données sur les écarts qui ont été spontanément atteints entre ce que l'on peut appeler le prix normal et le prix réellement pratiqué.

Les salaires peuvent être majorés artificiellement dans une notable proportion; on l'a vu d'une façon indubitable dans l'institution volontaire par les employeurs des caisses de compensation, qui entraînent des frais de l'ordre de 3 % du montant des salaires; cette constatation est d'autant plus remarquable qu'elle s'applique à des industries dispersées comme celle du bâtiment. La loi des accidents de travail s'y ajoute, avec un coefficient de 4 à 7 %, soit près de 10 % au total; je ne parle pas des assurances sociales, trop récentes.

Les industries groupées, comme la métallurgie, vont bien au delà, et le pourcentage de ces œuvres peut atteindre 30 % du prix de vente, soit peut-être 50 % du salaire.

Ce résultat seul est remarquable, mais les salaires ne sont pas essentielle-

ment différents des objets offerts par le commerce, au point de vue fixation des prix, et alors, dans ce domaine nous trouvons des coefficients autrement impressionnants.

D'abord les impôts, qui ont ceci de spécial qu'ils s'ajoutent à toutes les autres majorations; avant la guerre, les gens hardis estimaient le prélèvement maximum possible à 20 %, ce qu'il était effectivement; il est actuellement de 40 % au moins.

Prenons maintenant certaines denrées spéciales; d'abord le blé, qui a pu être taxé en France à 180 francs, alors que son prix extérieur était du tiers, soit 300 % de majoration; le tabac, dont il est difficile de savoir le prix de revient, mais dont le prix de vente est au moins majoré de 400 %.

En dehors des taxations avouées, il y a celles occultes, qui sont encore bien plus lourdes, c'est le commerce de détail qui supporte le poids de tous les intermédiaires; on connaît le cas des produits agricoles, que les cultivateurs commencent à rendre patents par l'introduction de tuyaux de plumes dans les légumes. Par ce moyen un cultivateur du Nord a vu ses carottes passer de 15 centimes à 1f 50, soit une majoration de 1.000 %, et un Breton, ses choux-fleurs de 25 centimes à 3 francs, soit 1.200 %.

D'une étude faite avant guerre, nous extrayons ces chiffres : un ménage bourgeois, se fournissant dans le commerce courant, paie 25 % plus cher qu'un économat achetant par adjudication; le ménage ouvrier qui passe par des intermédiaires plus nombreux consentant souvent du crédit, paie 38 % de plus; si on ajoute les impôts actuels, c'est une majoration de plus de 60 % qui apparaît comme possible non plus sur un produit, mais sur un ensemble de produits.

Pour aller plus loin, ou même pour atteindre ces niveaux de majoration et les garder, il faudra de toute nécessité cloisonner les industries, c'est-à-dire les protéger, par exemple, par des droits d'entrée; mais de même que certains nient l'efficacité des réglementations pour les salaires, de même on avance des arguments pour montrer l'inefficacité des droits d'entrée.

Ainsi, dans l'*Information* du 11 août 1931, M. Despeaux montre l'effet des droits nouvellement mis sur quatre industries anglaises, ganterie, passementerie, coutellerie et porcelaine; malgré les droits, en six ans, de 1924 à 1929, les importations se maintenaient, ou même augmentaient pour la coutellerie et avaient presque doublé pour la passementerie; en outre, les exportations étaient en diminutions allant de 0 à 50 %.

Voici d'ailleurs les données exactes : d'après le *Board of Trade :* Fluctuations entre 1924 et 1929 :

	Importations	Exportations
Ganterie.	Sans changement.	Baisse 26 %.
Coutellerie.	Augmentation sensible.	Diminution sensible.
Porcelaine.	Réduction faible.	Réduction forte.
Passementerie	De 185.000 à 304.000 £.	De 1.125.000 £ à 406.000 £.

Toutefois la règle n'est pas absolue, puisque nous avons vu que pour le blé, par exemple, on avait réussi à maintenir à l'intérieur des frontières françaises des prix triples de ceux de l'extérieur.

Quelle est donc la ligne de démarcation, la règle qui sépare l'efficace de l'inefficace?

Il y a plusieurs distinctions à faire; d'abord celle de la méthode indirecte comparée à la méthode directe, dans des sens à peu près analogues à ceux que leur attache le fisc; la méthode indirecte, est celle des charges générales ou des prélèvements proportionnels comme ceux des assurances, on a vu que leur efficacité pouvait atteindre 60 %, et, sans doute, plus dans l'avenir, mais que pour certaines denrées particulières, il n'y avait en réalité pas de limites. La méthode directe est celle de la taxation ou de la protection douanière, on a vu que son efficacité était très variable.

La seconde distinction est celle des matières de qualité facilement définissable, comme la plupart des matières premières, le blé, la houille, l'énergie électrique; la taxation s'y adapte facilement; au contraire, les objets manufacturés, qui ont pour ainsi dire une personnalité, et dont le prix n'est pas un facteur prépondérant par rapport aux caractéristiques techniques échappent beaucoup plus à toutes réglementations.

Sous réserve de ces distinctions, quels sont les tarifs élevés qui ont réussi, et quels sont ceux qui ont échoué?

Il est facile de voir que les premiers sont ceux pour lesquels la production à l'intérieur des frontières, est sensiblement égale, ou alors inférieure à la consommation; c'est déjà le cas pour la vente de détail, où l'acheteur n'a pas les moyens de corriger des exagérations voulues, et vit sur les moyens locaux; c'est aussi le cas du courant électrique, du gaz, qui sont tarifés sans discussion possible; dans l'industrie électrique, en particulier, le prix de vente arrive à égaler dix fois le prix de revient.

Dans la grande production, il en est de même; voici les chiffres pour des années récentes des consommations, production et importations de produits où la tarification réussit :

	Production	Consommation	Importation	Exportation
Blé (mille quintaux) . . .	de 70.000 à 90.000	78.000	de 0 à 10.000	exceptionnelles.
Tabacs (1928) en mille kg.	50.000	52.489	2.000 (?)	552
Mat. de const. en mille tonnes.	70.000	70.000	3.000	2.000

Au contraire, pour les productions non équilibrées, et surtout celles en excédent qui comptent sur l'étranger; voici, par exemple, les stocks de blé disponibles pour l'exportation dans divers pays qui ont déclenché la crise, précisément par l'abondance et l'effondrement des cours de cette denrée :

Canada	200	millions de quintaux.
Argentine	50	—
Australie	50	—
Russie	45	—

On trouverait des chiffres analogues pour le café au Brésil, la vigne en France, le pétrole en Roumanie; si les cultures familiales du blé en France actuellement à faible rendement se perfectionnaient, il y aurait immédiatement une question du blé, beaucoup plus grave que celle que nous connaissons.

Quelle conclusion en tirer : c'est qu'il faut ajuster dans chaque pays, dans la mesure du possible, la production à la consommation, en abandonnant, sauf pour certaines productions, particulièrement favorisées, l'espoir de débouchés extérieurs, et d'échanges compensés. On retiendra, en outre, que la méthode directe de tarification s'applique plus spécialement aux matières premières, et la méthode indirecte aux objets fabriqués, plus aptes précisément à la subir.

On retombe ainsi dans l'économie cloisonnée; elle est une nécessité, elle porte en elle la possibilité de développement matériel indéfini que l'esprit humain se refuse de ne pas considérer comme une conséquence nécessaire du progrès technique sans cesse accru; par elle, croyons-nous, la science économique se mettra enfin au niveau des autres sciences.

Proposition constructive.

Il m'a été demandé au cours de la séance de préciser le fonctionnement éventuel de ce que j'ai appelé l'économie cloisonnée; c'est volontairement que je n'en avais pas parlé; en effet, la *critique* du raisonnement chiffré précédant le raisonnement sur les matières est indépendante de toute proposition *constructive*, pour une économie future.

Cette partie critique me semble incontestable; il est clair que, pra suite d'interversion des facteurs, nous sommes les esclaves des chiffres au lieu d'en rester les maîtres; la preuve éclatante est fournie par cette situation paradoxale de montagnes de denrées inutilisées à côté de multitudes qui en manquent.

Mais puisqu'on veut bien me demander de pousser jusqu'aux propositions constructives, je le ferai bien volontiers.

Je commence par en établir les principes; il est bien évident, en effet, qu'une proposition ne peut pas consister en un « échafaudage » arbitraire, mais doit s'adapter à l'évolution naturelle des choses.

Dans un ouvrage publié, il y a déjà onze ans, j'ai établi une distinction entre les deux seuls principes qui assurent, dans notre monde, une pérennité plus ou moins grande des choses et des institutions, à savoir les systèmes à centre directeur et les systèmes en équilibre. Les premiers ont un centre qui commande; tout meurt quand il s'arrête; une machine, un être vivant sont dans ce cas; l'Étatisme dans l'ordre économique est une conception à centre directeur.

Les systèmes en équilibre tirent leur pérennité, infiniment plus certaine et plus longue que la précédente, de la loi des grands nombres et de l'automatisme de facteurs antagonistes qui s'ajustent constamment; toutes les œuvres de la Nature, loi de gravitation, composition de l'air atmosphérique, évolution des espèces, sont des systèmes en équilibre. Dans l'ordre économique, il en est de même; les éléments de la théorie libérale en sont un exemple saisissant.

Ceci étant dit, il apparaît, je crois, que toutes les institutions politiques ou économiques, dans lesquelles s'installe l'humanité aux diverses époques, ne subsistent que si elles défèrent au consentement des individus; par delà les lois qui peuvent régir tels ou tels de ces groupements, il y a les lois plus essentielles régissant les individus; par conséquent, le principe ultime de direction des sociétés ne peut être qu'un système en équilibre, comme le veut d'ailleurs la vieille idéologie libérale.

Celle-ci a été dépassée par les événements parce que ses postulats n'existent plus; il n'y a plus, comme jadis, une multitude de forces économiques minimes relativement à l'ensemble, se faisant équilibre, comme par exemple les molécules d'un gaz; il s'est créé des forces puissantes et à longue portée, comparables, si l'on veut, à des boulets sillonnant notre gaz, et toutes nos données sont renversées.

Le rôle des économistes doit donc être, non pas bien entendu de créer, car on ne peut rien créer, mais de rechercher quels sont les groupements naturels de forces comparables, qu'il faut mettre en évidence pour discipliner, dans la mesure du possible, la multitude des chocs inévitables, dont le résultat est l'équilibre.

Par suite de considérations que je ne puis développer ici, on se rend compte que le principal cloisonnement est le cloisonnement corporatif; l'équilibre s'établit par les prix que chaque corporation offre, comme unité économique, à toutes les autres; cela ne supprime nullement la concurrence possible entre individus à l'intérieur de chaque corporation, mais cela permet d'établir des niveaux de prix de départ dont les prix de vente seront fonction, comme l'a fait la métallurgie, par exemple, citée dans le mémoire, et qui a consacré 30 % aux œuvres sociales.

Si on revient maintenant au raisonnement chiffré, on pourra dire, d'une façon un peu plus vague et moins exacte, que la comptabilité matière est celle qui dominera à l'intérieur de la corporation, tandis que la comptabilité chiffrée sera intercorporative, car, en effet, les objets sont radicalement différents, et demandent un artifice pour l'établissement d'une commune mesure.

Ad. Sommeria Klein.

DISCUSSION

M. le Président remercie M. Klein de son intéressante communication et ouvre la discussion.

M. le Dr Robert Sorel. — Dans le désarroi actuel, des esprits ingénieux cherchent des combinaisons subtiles pour remédier à la crise morale qui est une maladie de la Volonté et à la crise économique due au nationalisme économique qui a suivi le nationalisme politique et guerrier. Nous avons vu naître des théories d'économie dirigée ou associée. L'application de ces deux systèmes n'a eu guère de succès. Aujourd'hui, M. Klein nous parle d'une troisième variété, l'économie cloisonnée. Cette économie suppose que l'on va décréter le nombre de cloisons qui sépareront les différentes sortes d'activité des hommes et que, ces cloisons étant étanches, l'activité de chaque groupe s'exercera en vase clos. C'est le retour aux corporations fermées et privilégiées que Turgot avait abolies.

Il y a évidemment un contraste entre les multiples récriminations souvent acerbes contre les administrations qui nous sont imposées et cette croyance aveugle dans les bienfaits des directeurs qui solliciteront l'honneur de nous imposer leur volonté capricieuse.

Nous sommes encore quelques-uns, pauvres esprits que l'on traite avec bienveillance d'arriérés, qui pensons que l'initiative particulière saura mieux équilibrer la production aux besoins, à la seule condition que l'on ne s'oppose pas à la tendance à l'équilibre par des règlements ou des droits destinés à favoriser quelques-uns au détriment de l'intérêt général. Dans le régime libéral, le mécanisme des prix permet régulièrement et sans à-coups le maintien de l'équilibre.

Il me semble que ce nouveau mot, l'économie dirigée, cache une vieille chose, le cartel ou le trust. C'est l'entente de producteurs de mêmes produits pour fixer les prix élevés en éliminant la concurrence, au détriment de l'intérêt du consommateur, qui, dans son isolement, sera la victime résignée.

Nous avons connu pendant la guerre l'économie unique dirigée par les ministres et les généraux; il me paraît qu'il faille avoir l'esprit d'admiration et de résignation chevilllé au corps pour trouver que ce temps était le paradis... retrouvé.

Calculer les besoins de tous en les diminuant ou les augmentant suivant les circonstances ou les intérêts cachés me paraît au-dessus des forces de quelques directeurs nommés on ne sait comment.

Le retour au libéralisme par la suppression des faveurs ferait bien mieux mon affaire. La marche vers le libre échange plus ou moins rapide est la seule façon de diminuer, puis de faire cesser la crise, en permettant à tous, sans exception, d'utiliser les produits les meilleurs et les plus avantageux, sans tenir compte des frontières artificielles tracées par les diplomates.

M. Klein. — Vous avez dit, Docteur, que les États-Unis sont un monde, par leur étendue, leur population et leurs richesses de tous genres qui en font un ensemble économique complet; c'est exact, mais ce monde, en raccourci même, fournit une preuve que la liberté entière n'est pas capable de résoudre les questions posées par le monde moderne. Il n'y a pas de douanes à l'intérieur des frontières des États-Unis, et cela n'empêche pas qu'ils ont 13 millions de chômeurs manquant du nécessaire, à côté de productions pléthoriques ne pouvant s'écouler. Vous dites, d'autre part, que vous voulez acheter au meilleur compte, même si les marchandises viennent de l'étranger; mais êtes-vous certain avec ce système que vous aurez encore de l'argent pour payer ces marchandises étrangères; votre richesse propre dépend d'un ensemble, et, si vous sapez cet ensemble, il est très possible que vous en subissiez les conséquences.

M. le professeur Lescure. — M. Klein considère comme normale l'évolution vers l'économie cloisonnée. Et il nous laisse entrevoir une accentuation du protectionnisme avec son cortège de droits de douane, de contingents, de devises réglementés. Nous inclinerions plutôt à trouver dans ces manifestations une déviation et une exception. En réalité, depuis la guerre, la politique domine de plus en plus l'économie. C'estp ourquoi les États s'efforcent de développer toutes les branches possibles de la production. Un État en guerre doit produire tout ce dont il a besoin; et sinon, il est en état de sérieuse infériorité. De là le désir, depuis la guerre, chez tous les États, de devenir ce que List appelait une nation normale. Mais cette évolution n'est pas nécessaire. Au point de vue purement économique l'atténuation du protectionnisme est éminemment souhaitable. En réalité l'insécurité politique, disons mieux, les menaces de guerre provoquent l'accentuation du protectionnisme, déterminent la thésau-

risation des capitaux et provoquent ainsi une manière de paralysie de la production et des échanges. Mais si la sécurité pouvait être rétablie, si, par exemple, les trois grandes démocraties (États-Unis, Grande-Bretagne, France) proclamaient solennellement qu'elles mettent leurs forces, toutes leurs forces au service du droit, d'un droit, que préciserait un tribunal international, si la paix était, de ce fait, assurée aux yeux de tous, la confiance ressusciterait. Et la libre circulation des individus, des capitaux et des marchandises rendrait au monde la prospérité de jadis.

M. Klein. — M. le professeur Lescure a donné aux cloisonnements que l'on constate partout une raison passagère, quoique énorme, mais dont l'effet doit disparaître avec le temps si on le veut bien; cette raison, c'est la guerre mondiale.

Or, elle n'est pas admissible; les leçons de l'Histoire sont formelles à cet égard; il n'y a pas de cause passagère à un phénomène aussi général; devant une pareille évidence, il n'y a pas à s'insurger, mais au contraire à enregistrer une évolution certaine et à en rechercher les raisons.

La diffusion des connaissances à travers le monde a eu une conséquence morale, le développement de la personnalité, et une conséquence économique, la possibilité de puissance industrielle remise à tous les peuples.

Vous ne pouvez pas concevoir qu'un jeune homme des pays naguère attardés à la seule production agricole traditionnelle, ayant acquis notre enseignement scientifique, n'aspire à devenir lui-même un prince de l'industrie; ses compatriotes l'y aideront d'ailleurs, au mépris des avantages pécuniaires mêmes, par simple sentiment, car le sentiment fait partie de la nature humaine et n'en peut être distrait.